



LA STRATÉGIE GLOBALE DE TRUMP ET LA QUESTION DE LA « PAIX PAR LA FORCE »

Résumé : Les décisions prises par l'administration Trump seront déterminantes pour savoir si le monde évolue ou non vers une coopération accrue, et plus de sécurité mondiale. La politique d'élargissement non coordonné (OTAN-UE) a conduit à une réaction russe et un rapprochement russo-chinois, à l'ouverture de nouvelles zones de conflit et à la polarisation des alliances rivales – risques prédits par l'auteur dès 2001 dans notre revue. La stratégie de Trump diffère de celle des administrations précédentes, ce dernier utilisant le levier des menaces militaires, mais aussi des sanctions, droits de douane et taxes, ou encore l'augmentation des exigences en matière de contribution à la défense afin de faire pression sur les pays rivaux – ennemis comme alliés –, éloigner Chine et Russie, réduire le soutien militaire à l'Iran et la Corée du Nord et afin d'obtenir des concessions économiques. Il a également promis de réduire le budget militaire national, mais ses initiatives semblent contredire cet objectif. Trump fait pression sur la Corée du Sud et l'Union européenne pour que ces dernières augmentent leur contribution militaire, et sur le Panama, le Danemark (Groenland) et le Canada pour obtenir l'accès aux ressources ainsi que le contrôle des voies de communication maritimes et de territoires stratégiques. La Turquie pourrait être soutenue dans une orientation pro-atlantique pour maintenir la stabilité régionale, et Israël constitue une exception à la doctrine *America First*. La diplomatie américaine devrait viser une relation constructive entre États-Unis, Europe, Ukraine et Russie, la coopération avec cette dernière et un accord de paix en Ukraine étant susceptible d'empêcher une confrontation directe ou le développement d'armements nucléaires par Kiev, tout en aidant à la résolution d'autres conflits internationaux.

1. Théoricien et Professeur en relations internationales, éditorialiste, essayiste et poète américain, spécialiste des questions concernant l'OTAN, la stratégie américaine et l'élargissement de l'Union Européenne, ou encore la chute de l'Union Soviétique, la géopolitique de l'Eurasie, la « guerre contre le terrorisme ». Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *American Global Strategy and the "War on Terrorism"* (2005), *NATO Expansion and the U.S. Strategy in Asia* (2013), *Crimea, Global Rivalry and the Vengeance of History* (2015), *IR Theory, Historical Analogy of Major Power War* (2019), ou encore *Towards an Alternative Transatlantic Strategy* (2021).

Mots-clés : Donald Trump, États-Unis d'Amérique, Sécurité mondiale, Paix par la force, Guerre d'Ukraine, Union européenne, Europe, OTAN, Double-élargissement, Défense européenne, Russie, Eurasie, Chine, Corée du Sud, Corée du Nord, Taiwan, Proche-Orient, Turquie, Israël, Arctique, Canada, Panama, Groenland, Danemark, Dépenses militaires, Droits de douane, Taxes, Coopération, Relations internationales, Guerre commerciale, Conflits internationaux.

TRUMP'S GLOBAL STRATEGY AND THE QUESTION OF "PEACE THROUGH STRENGTH"

Abstract: *The decisions made by the Trump administration will be decisive in determining whether the world moves toward greater cooperation and greater global security. The policy of uncoordinated enlargement (NATO-EU) has led to a Russian backlash and a Russian-Chinese rapprochement, the opening of new conflict zones, and the polarization of rival alliances—risks predicted by the author as early as 2001 in our journal. Trump's strategy differs from that of previous administrations, using the lever of military threats, but also sanctions, tariffs, and taxes, or even increased defense contribution requirements to pressure rival countries—both enemies and allies—to distance China and Russia, reduce military support for Iran and North Korea, and to extract economic concessions. He has also promised to reduce the national military budget, but his initiatives seem contradictory to this objective. Trump is pressuring South Korea and the European Union to increase their military contributions, and Panama, Denmark (Greenland), and Canada to gain access to resources and control over sea routes and strategic territories. Turkey could be supported in a pro-Atlantic orientation to maintain regional stability, and Israel is an exception to the America First doctrine. US diplomacy should aim for a constructive relationship between the United States, Europe, Ukraine, and Russia, as cooperation with the latter and a peace agreement in Ukraine could prevent direct confrontation or the development of nuclear weapons by Kyiv, while also helping to resolve other international conflicts.*

Key words: *Donald Trump, United States of America, Global Security, Peace through Strength, Ukraine War, European Union, Europe, NATO, Dual Enlargement, European Defense, Russia, Eurasia, China, South Korea, North Korea, Taiwan, Middle East, Turkey, Israel, Arctic, Canada, Panama, Greenland, Denmark, Military Spending, Tariffs, Taxes, Cooperation, International Relations, Trade War, International Conflicts.*

C'est un honneur pour moi de m'exprimer devant vous aujourd'hui sur la question cruciale de la SÉCURITÉ MONDIALE et la voie potentielle vers UNE PAIX MONDIALE DURABLE, à l'occasion du troisième anniversaire de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Un conflit horrible, qui aurait pu, et aurait dû être évité par une politique concertée des États-Unis et de l'Europe. Aujourd'hui, après trois ans d'une guerre inutile, les décisions prises dans les prochains mois détermineront si nous évoluons vers une coopération accrue entre les grandes puissances au sein d'un concert mondial ou vers une polarisation accrue des alliances et un potentiel conflit OTAN-Russie.

Permettez-moi de préciser d'emblée qu'il ne s'agit pas d'une présentation « officielle » de la politique américaine. Je reste critique à l'égard de nombreuses politiques nationales et internationales de l'administration Trump. Néanmoins,

je pense que l'administration Trump a raison de chercher à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La question, cependant, n'est pas l'objectif, mais la nature du processus diplomatique engagé par l'administration Trump pour parvenir à un cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie et si cette diplomatie améliorera les perspectives globales de paix régionale et mondiale.

Il est crucial que la diplomatie américaine et internationale, visant à parvenir à un cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie, propice à une paix durable, serve de tremplin vers une relation nouvelle et plus constructive entre les États-Unis, l'Europe, l'Ukraine et la Russie. Bien gérée, une nouvelle relation entre les États-Unis, l'Europe et la Russie peut, à son tour, fonctionner de manière concertée avec des puissances émergentes comme la Chine et l'Inde, entre autres, pour tenter d'atténuer, voire de « résoudre », d'autres conflits majeurs entre la Chine et Taïwan, la Corée du Nord et la Corée du Sud, Israël, les Palestiniens et l'Iran, par exemple, par des compromis diplomatiques. C'est l'idéal... mais est-il réalisable ?

La stratégie mondiale du second mandat de Trump représente un changement majeur par rapport à toutes les administrations américaines précédentes depuis le second mandat de Bill Clinton et la décision fatale de son l'administration Clinton d'étendre l'OTAN à l'Europe de l'Est. Contrairement à la stratégie intransigente de Trump lors de son premier mandat – largement prolongée par l'administration Biden –, ses stratégies de « *peace by strength* » (paix par la force) et de « pression maximale » ne visent plus à faire pression sur la Russie et la Chine et à les « contenir » face à la menace d'une guerre mondiale. Trump espère plutôt parvenir à un rapprochement américano-russe qui éloignera Moscou d'une Chine de plus en plus puissante. Il cherche également à réduire, si possible, le soutien militaire et politique économique de Moscou à l'Iran et à la Corée du Nord.

Il est crucial que l'administration Trump évite les manœuvres embarrassantes et choisisse les bonnes stratégies pour parvenir à une paix régionale et mondiale véritablement durable et à long terme – par opposition à une illusion de paix à court terme en quête d'approbation intérieure américaine – dans sa quête égoïste d'être considéré par l'Histoire comme un grand « *peacemaker* » (faiseur de paix). La politique de « paix par la force » de Trump améliorera-t-elle les perspectives globales de paix régionale et mondiale ? Le résultat sera-t-il la paix par la force, ou plutôt la « *World War Trump* » ?²

2. Sur l'impact potentiel de Trump sur la géopolitique mondiale : Gardner Hall, "Peace through strength? Or World War Trump", *The Hill*, 7 novembre 2024, lien : <https://thehill.com/opinion/campaign/4977047-trump-presidency-geopolitical-crisis/> (consulté le 30 avril 2025) ; Gardner

Le double élargissement non coordonné de l'OTAN et de l'UE

Mon invitation par l'Académie de Géopolitique de Paris à ce colloque³ m'a amené à relire les articles que j'avais rédigé pour les deux premiers numéros de *Géostratégiques*, datés de janvier et février 2001. Dans mon premier article, « L'OTAN et l'Union européenne : les risques du double élargissement »⁴, en février 2001, j'ai soutenu que le refus de l'OTAN et de l'UE de coordonner leurs élargissements, associé à leur échec/refus de travailler avec la Russie pour établir un nouveau système de sécurité euro-atlantique, pouvait non seulement conduire Moscou à envisager une alliance plus étroite avec la Chine et d'autres États, mais également provoquer une réaction pan-nationaliste russe pouvant menacer l'Ukraine⁵.

De plus, alors que l'Union européenne « élargissait » son adhésion à l'Europe de l'Est, j'ai également soutenu à l'époque que l'UE devait « approfondir » son adhésion en termes de forgeage d'une capacité de défense plus unifiée, en commençant par une coopération de défense franco-allemande plus étroite – afin que l'UE possède une plus grande autonomie, mais en travaillant toujours avec les États-Unis et l'OTAN – et la Russie également⁶.

Hall, *World War Trump. The Risks of America's New Nationalism*, New York, Prometheus Books, 2018, 399 p.

3. « Colloque international pour la Paix » (compte rendu et vidéos) organisé par l'Académie de Géopolitique de Paris, le 24 février 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/colloque-international-pour-la-peace/> (consulté le 30 avril 2025).

4. Gardner Hall, « L'OTAN et l'Union Européenne : les risques du “double élargissement” », dans *Géostratégiques*, N° 1, Paris, IIES, Janvier 2001, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/lotan-et-lunion-europeenne-les-risques-du-double-elandissement/> (consulté le 30 avril 2025). Toutes ces menaces étaient d'actualité au tournant du siècle, notamment après la guerre aérienne de 1999 au-dessus du Kosovo, qui visait davantage la Serbie, alliée de la Russie et de la Chine, que les Kosovars albanais, qui avaient besoin de protection au sol. Cette guerre, en particulier, a aliéné la Russie et la Chine et a préparé le terrain pour leur partenariat stratégique de juillet 2001. Face à l'OTAN, Moscou pourrait également renforcer ses capacités conventionnelles et nucléaires, déployées à Kaliningrad, par exemple, en plus de celles déployées dans la péninsule de Kola.

5. Bermudez Jr. Joseph S., Conley Heather A., Melino Matthew, “The Ice Curtain: Modernization of the Kola Peninsula”, *Center for Strategic & International Studies (CSIS)*, 23 mars 2020, 15 p., lien : <https://www.csis.org/analysis/ice-curtain-modernization-kola-peninsula> (consulté le 30 avril 2025). Moscou n'a guère eu voix au chapitre, et certainement pas de veto, dans les décisions stratégiques et politiques-économiques qui ont conduit l'OTAN et l'UE à élargir leur adhésion et qui ont eu un impact sur les préoccupations sécuritaires perçues comme « vitales » par Moscou.

6. Gardner Hall, “History Suggests the US and Europe need a more Equal Partnership”, dans *European Affairs*, Vol. 3, N°3, European Institute (USA), Été 2002, pp. 35-42, lien : https://www.hallgardner.com/_files/ugd/4642c7_3f2e9d3591644c7e8d648532fd940c00.pdf (consulté le 30 avril 2025) ; Lefebvre Maxime, “Europe as a power, European sovereignty and strategic autonomy: a debate that is moving towards an assertive Europe”, *European issues*, N°582,

Une capacité de défense européenne plus unifiée et autonome pourrait alors servir à renforcer la diplomatie de l'UE dans les domaines « vitaux » où les États européens pourraient convenir d'une politique unifiée, plutôt que d'être contraints de s'appuyer sur les capacités des forces de l'OTAN et la diplomatie américaine dans une position de dépendance. Les Européens pourraient également mieux se coordonner avec Moscou et d'autres États.

Dans mon deuxième article⁷, j'ai mis en garde contre l'expansion des zones de conflit mondial, susceptibles d'entraîner les grandes puissances dans des conflits. La prétendue « Guerre globale contre le terrorisme » (*Global War on Terror*) menée depuis le 11 septembre 2001 – qui n'est pas encore totalement terminée malgré le retrait précipité des États-Unis d'Afghanistan en 2021 – a ouvert de nouvelles zones de conflit dans tout le « Moyen-Orient élargi » (ou « Grand Moyen-Orient ») après l'intervention militaire américaine en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, pour un coût de 8000 milliards de dollars⁸, si ce n'est plus, et après qu'Israël soit entré en guerre en 2023 contre l'Iran et son prétendu « Axe de la Résistance ».

Le danger actuel réside dans l'intensification des guerres dans plusieurs de ces zones de conflit, entraînant l'émergence ou la réapparition de nouveaux ou anciens « points chauds » à mesure que le système mondial se polarise de plus en plus entre des alliances rivales. La première alliance est menée par les États-Unis et l'OTAN, auxquels s'ajoutent l'UE, le Japon, la Corée du Sud et le nouveau pacte AUKUS entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, sans oublier Israël, allié des États-Unis, et d'autres grands alliés non membres de l'OTAN. La seconde alliance représente des États étroitement liés à la Russie et à la Chine, notamment la Biélorussie, l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela et Cuba. Moscou et la Chine

Fondation Robert Schuman, 2 Février 2021, 10 p., lien : <https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0582-europe-as-a-power-european-sovereignty-strategic-autonomy-a-debate-that-is-moving-towards-an> (consulté le 30 avril 2025) ; Brehon Nicolas-Jean, “European support to the defence industry. Mid-term review of the European Defence Fund”, *Schuman Paper*, N°779, Fondation Robert Schuman, 11 février 2025, 10 p., lien : <https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/779-european-support-to-the-defence-industry-mid-term-review-of-the-european-defence-fund> (consulté le 30 avril 2025). Jusqu'en 2021, le budget européen ne disposait d'aucun fonds dédié à la défense !

7. Gardner Hall, « Une Géostratégie pour la Paix mondiale », dans *Géostratégiques*, N° 2, Paris, IIES, Février 2001, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/une-geostrategie-pour-la-paix-mondiale/> (consulté le 30 avril 2025).

8. “Economic Costs”, *Costs of War*, *Watson International & Public Affairs*, Septembre 2021, lien : <https://watson.brown.edu/costsofwar/costs/economic> (consulté le 30 avril 2025).

entretiennent également des relations politiques et économiques étroites avec les pays du BRICS+ et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

Le système mondial n'est plus caractérisé par une rivalité bi-centrique entre deux « superpuissances », les États-Unis et l'Union soviétique (URSS). Il s'agit plutôt d'un système mondial polycentrique extrêmement inégal, dans lequel les États, les acteurs antiétatiques et les acteurs non gouvernementaux, y compris les sociétés transnationales, possèdent des capacités de puissance et une influence sociopolitique et économique très inégales.

Dans le même temps, les grandes puissances – les États-Unis, la Russie et la Chine – cherchent à rassembler ces puissances et acteurs de moindre envergure dans leurs sphères géostratégiques, au risque de polariser le système mondial en deux alliances rivales.

Empêcher la polarisation du système mondial en deux alliances rivales ne peut être réalisé que par un nouveau rapprochement des États-Unis avec la Russie et la Chine, mais en collaborant étroitement avec leurs alliés pour parvenir à la paix régionale et mondiale.

Scénarios du pire

Le premier scénario du pire, à la fin de la Guerre froide, était la possibilité – devenue réalité – d'une réaction revancharde de la Russie contre l'Ukraine en réaction à l'élargissement de l'OTAN, voire en opposition à l'élargissement de l'Union européenne à l'Ukraine en 2012-2014.

Non seulement les fondateurs du « *Containment* », George Kennan et Paul Nitze, entre autres, tels que l'ancien ambassadeur des États-Unis en Russie, Jack Matlock, se sont opposés à la décision de l'administration Clinton de s'engager dans l'élargissement illimité de l'OTAN aux anciennes sphères d'influence et de sécurité soviétiques, mais il en a été de même pour le Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), le général Goodpaster (1969-1974) ; le Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), le général Galvin (1987-1992) ; le Commandant suprême des forces alliées en Europe (1992-1993) et chef d'état-major interarmées (1993-1997), le général Shalikashvili ; ainsi que pour le Secrétaire à la Défense de l'administration Clinton, William James Perry (1994-1997)⁹.

9. Gardner Hall, "Towards a US-Russian-Chinese showdown. The unintended consequences of NATO enlargement", *Meer (Economy & Politics)*, 6 décembre 2024, lien : <https://www.meer.com/en/85736-toward-a-us-russian-chinese-showdown> (consulté le 30 avril 2025).

Tous les hauts responsables américains mentionnés ci-dessus ont mis en garde contre une réaction russe, une hausse potentielle des coûts de défense et une rupture du consensus au sein de l'OTAN résultant de son élargissement. La plupart d'entre eux ont soutenu l'idée d'une collaboration avec Moscou pour établir un nouveau système européen de sécurité coopérative-collective, fondé sur un « Partenariat pour la paix » (PPP)¹⁰ renforcé et impliquant des garanties de sécurité conjointes des États-Unis, de l'OTAN, de l'UE et de la Russie, comme une alternative viable.

L'administration Clinton a préféré au lieu de cela élargir l'OTAN, perçue par Moscou comme *isolant* les intérêts russes, et plutôt que de développer le « Partenariat pour la paix », perçu par Moscou comme *incluant* la Russie. À mesure que l'OTAN et l'UE s'étendaient progressivement aux sphères d'influence post-soviétiques, Moscou s'est tournée de plus en plus vers l'Est, en direction de la Chine. De son côté, la Chine, préoccupée par le soutien perçu des États-Unis à l'indépendance de Taïwan, se tournait vers Moscou pour obtenir un soutien en matière de défense.

Bien que le « pivot » ou le « rééquilibrage vers l'Asie » des États-Unis n'ait officiellement débuté qu'en 2011, la montée en puissance de la Chine comme acteur militaire suscitait des inquiétudes sécuritaires aux États-Unis dès la « deuxième crise de Taïwan » de 1995-1996. À cette époque, Bill Clinton avait dépêché 2 porte-avions pour défendre Taïwan et les voies de communication maritimes du Pacifique. Les inquiétudes américaines face à la montée en puissance de la Chine auraient dû alerter l'Europe, qui aurait alors dû commencer à « approfondir » sa coordination en matière de défense. La possibilité d'une extension politico-militaire excessive des États-Unis et le potentiel déplacement de leur orientation stratégique de l'Europe vers une Chine plus puissante auraient dû être anticipés dès le milieu des années 1990, voire plus tôt.

Dans mes deux premiers livres, *Surviving the Millennium* (1994) et *Dangerous Crossroads* (1997)¹¹, ainsi que dans mes deux premiers articles pour *Géostratégiques* (2001), j'ai soutenu qu'une Ukraine neutre et non nucléaire était non seulement essentielle au maintien de l'équilibre géopolitique européen de l'après-Guerre

10. Voir : « Partnership for Peace programme », OTAN (site internet), mise à jour en 2024, lien : https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_50349.htm (consulté le 30 avril 2025).

11. Gardner Hall, *Surviving the Millennium: American Global Strategy, the Collapse of the Soviet Empire, and the Question of Peace*, Westport, Praeger, 1994, 280 p. ; Gardner Hall, *Dangerous Crossroads: Europe, Russia, and the Future of NATO*, Westport, Praeger, 1997, 296 p. ; Le site internet de H. Gardner : <https://www.hallgardner.com/> (consulté le 30 avril 2025).

froide¹² – mais qu'elle était également essentielle au maintien de l'équilibre géopolitique mondial.

Plus les élargissements non coordonnés et ouverts de l'OTAN et de l'UE s'étendraient à l'espace post-soviétique vers les États baltes et l'Ukraine, plus la Russie tendrait la main à la Chine, à l'Iran, à la Corée du Nord, etc. – dans la formation d'un soi-disant « monde multipolaire » tel que défini par Moscou et Pékin en 1997¹³.

La possibilité d'un « axe » sino-russe fort a ensuite été indiquée par la signature du partenariat sino-russe de 20 ans en juillet 2001¹⁴, mais minimisé par l'« État caché » (« *hidden state* ») américain (selon Hans Morgenthau). Ce traité a été renouvelé en février 2022 sous la forme d'un partenariat stratégique « *sans limites* » sino-russe¹⁵ juste avant la soi-disant « *opération militaire spéciale* » de Moscou contre l'Ukraine.

America First et la Russie, la Chine et l'Iran

Dans une stratégie à double tranchant, Trump a menacé de sanctions, voire de recours à la force militaire, les rivaux des États-Unis, la Russie, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord et le *Hamas*, afin de faire pression sur ces États et les acteurs antiétatiques pour qu'ils accèdent aux exigences américaines. Il a également offert

12. En 2001, et dans des livres précédents concernant l'Ukraine, j'ai soutenu que... « L'élargissement de l'OTAN, combiné aux pressions russes, a par conséquent menacé de fragmenter l'Ukraine... À bien des égards, le maintien de l'Ukraine comme « tampon » stable entre l'OTAN et la Russie est essentiel au nouvel équilibre européen de l'après-guerre froide ; pourtant, des facteurs tant nationaux qu'internationaux semblent aller à l'encontre de l'établissement à long terme d'une Ukraine indépendante, neutre et non nucléaire. » Voir : *Op. Cit.* notes de bas 4 et 7, les articles d'Hall Gardner dans *Géostratégiques*.

13. « Déclaration commune russo-chinoise sur un monde multipolaire et l'instauration d'un nouvel ordre international, adoptée à Moscou le 23 avril 1997 », dans *Lettre datée du 15 mai 1997, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Chine et de la Fédération de Russie auprès de l'ONU*, Assemblée générale et Conseil de sécurité, Nations Unies, A/52/153 et S/1997/384, 15 mai 1997, p. 3 (6 p.), lien : <https://digitallibrary.un.org/record/234074?v=pdf> (consulté le 30 avril 2025).

14. *Treaty of Good-Neighborliness and Friendly Cooperation Between the People's Republic of China and the Russian Federation*, Moscou, 16 juillet 2001, lien : <https://web.archive.org/web/20110605071535/http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/2649/t15771.htm> (consulté le 30 avril 2025).

15. « La Russie et la Chine affichent leur opposition commune à l'expansion de l'OTAN », *Le Monde* (avec *AFP*), 4 février 2022, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/04/la-russie-et-la-chine-affichent-leur-opposition-commune-a-l-expansion-de-l-otan_6112330_3210.html (consulté le 30 avril 2025).

la perspective de négociations de paix, avec des bénéfices potentiels présumés, qui pourraient ne pas se concrétiser.

Il convient de noter que la politique tarifaire de Trump vise en grande partie à maintenir le dollar américain comme monnaie hégémonique (que celle-ci réussisse ou non). Trump a donc menacé de « droits de douane de 100 % » tout État, et en particulier les pays BRICS+, qui tenterait d'échanger du pétrole, du gaz et d'autres produits dans des devises autres que le dollar¹⁶.

L'administration Trump a donc menacé d'adopter des positions maximalistes de « paix par la force » à l'égard des alliés comme des rivaux des États-Unis, afin d'atteindre un objectif proche de ses objectifs nationalistes et commerciaux personnels, par des négociations âpres. En tendant la main à Moscou, l'un des objectifs de Trump est d'éloigner la Russie de ses liens étroits avec la Chine, voire de l'Iran et de la Corée du Nord. Cette approche soulève la question de l'évolution de la géostratégie des pays actuellement alignés sur Moscou si les États-Unis et la Russie finissent par se rapprocher, et surtout si ces derniers ne parviennent pas à mettre en œuvre de nouveaux accords mutuels avec leurs alliés respectifs. Comment la Chine, en particulier, réagira-t-elle ?

Concernant Moscou, Trump a averti qu'en l'absence d'un cessez-le-feu rapide dans la guerre russo-ukrainienne, il n'aurait « *pas d'autre choix* »¹⁷ que d'imposer des droits de douane, taxes et sanctions sur « *tout ce qui est vendu par la Russie aux États-Unis et à divers autres pays participants... Nous pouvons le faire de manière simple ou difficile – et la facilité est toujours préférable... Il est temps de conclure un accord. Plus de vies ne devraient être perdues !* ».

Concernant la Chine, outre l'augmentation de 10 % aux droits de douane déjà élevés sur les produits chinois, l'administration Trump a supprimé la mention « *nous ne soutenons pas l'indépendance de Taïwan* » de sa fiche d'informations sur

16. L'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, soutient qu'il y a une logique dans la folie tarifaire apparente de Trump : Varoufakis Yanis, "UNHERD. Donald Trump's economic masterplan. He is plotting an anti-Nixon shock", *Yanis Varoufakis* (website), 21 février 2025, lien : <https://www.yanisvaroufakis.eu/2025/02/21/donald-trumps-economic-masterplan-unherd/> (consulté le 30 avril 2025). Le risque, cependant, est que cela se retourne contre nous et divise l'économie mondiale. Powell Warwick, « Shortcutting our way to multipolarity : Trump, tariffs and BRICS », *China-US Focus*, 13 février 2025, lien : <https://www.chinausfocus.com/finance-economy/shortcutting-our-way-to-multipolarity-trump-tariffs-and-brics> (consulté le 30 avril 2025).

17. Lawder David, Psalidakis Daphne, "Trump threatens Russia, others with tariffs if Ukraine deal not reached", *Reuters*, 22 janvier 2025, lien : <https://www.reuters.com/world/trump-threatens-russia-others-with-sanctions-if-ukraine-deal-not-reached-2025-01-22/> (consulté le 30 avril 2025).

les relations avec Taïwan. Cela implique que les États-Unis pourraient soutenir l'indépendance de Taïwan en cas de tentative chinoise d'absorption de l'île par la force ou, plus probablement, par un blocus.

D'une part, il n'était pas clair de savoir si ce changement de formulation représentait un changement majeur dans la politique américaine visant à faire pression sur la Chine – les États-Unis craignant que Pékin ne contrôle les voies de communication maritimes du Pacifique au Moyen-Orient en cas de prise de contrôle de Taïwan. D'un autre côté, Trump prétend toujours être un ami du président chinois Xi Jinping et qu'il peut encore conclure un « accord » (voir ma proposition pour une solution « confédérale » internationalisée au conflit sino-taiwanais¹⁸).

Concernant l'Iran, alors même que Trump signait un décret visant à exercer une « pression maximale » sur Téhéran, il affirmait vouloir la paix. Il a affirmé : « *Je souhaite un accord avec l'Iran sur le nucléaire. Je préfère cela à un bombardement massif.* » Il a également affirmé qu'Israël ne lancerait aucune frappe si un tel accord existait. Pourtant, après que la première administration Trump a elle-même abandonné l'accord nucléaire iranien (JCPOA¹⁹), négocié avec l'ONU et l'UE, que se passera-t-il en l'absence d'un nouvel accord sur le nucléaire iranien²⁰ – quel qu'en soit la raison ? Les États-Unis et Israël risqueraient-ils une attaque contre l'Iran qui déstabiliserait toute la région, non seulement en raison de prix énergétiques excessivement élevés, mais aussi au risque d'une confrontation permanente avec les mouvements djihadistes ?

***America First* et les alliés des États-Unis**

Trump a également exercé des pressions sur les alliés des États-Unis, notamment les pays de l'UE, le Danemark, l'Inde, le Canada, le Mexique, le Panama, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, en imposant notamment des droits de douane élevés. Concernant l'OTAN et d'autres grands alliés non membres de l'OTAN, la position *America First* de Trump (l'Amérique d'abord) a simultanément soulevé des

18. Gardner Hall, "It's time to rethink US-China relations. Towards a global peace initiative", *Meer (Economy & Politics)*, 18 avril 2023, lien : <https://www.meer.com/en/73198-its-time-to-rethink-us-china-relations> (consulté le 30 avril 2025).

19. *Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)*, Parlement européen (site internet), Vienne, 14 juillet 2015, 159 p., lien : <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/122460/full-text-of-the-iran-nuclear-deal.pdf> (consulté le 30 avril 2025).

20. Gardner Hall, "Trump's Middle East strategy: negotiations and tensions. Trump's stance on Iran, Israel, and regional dynamics amid rising threats of conflict", *Meer (Economy & Politics)*, 18 février 2025, lien : <https://www.meer.com/en/88733-trumps-middle-east-strategy-negotiations-and-tensions> (consulté le 30 avril 2025).

questions quant à la sincérité des engagements américains en matière de défense et des garanties de sécurité prévues par l'article 5 de l'OTAN²¹.

De plus, Trump a menacé d'intervenir militairement contre les cartels de la drogue mexicains, sans toutefois nécessairement respecter la souveraineté mexicaine. Un autre point de friction « nouveau/ancien » (du moins depuis la crise de Cuba de 1962, apparemment oubliée !) est illustré par les menaces de Trump de prendre le contrôle du canal de Panama et d'éliminer l'influence chinoise présumée²².

Il semble que Trump souhaite éliminer l'influence politico-économique présumée de la Chine sur les opérations du canal de Panama afin que les États-Unis puissent contrôler les voies de communication maritimes entre le Pacifique et le nouveau « golfe d'Amérique » (*Gulf of America*) – nouveau nom donné par Trump au golfe du Mexique, symbole de sa politique *America First*. La principale préoccupation de Trump est l'influence politique et économique croissante de la Chine au Venezuela et dans le reste de l'Amérique latine.

L'exception israélienne

À l'inverse, Israël apparaît comme une « exception » à la doctrine *America First* de Trump par rapport à d'autres alliés des États-Unis, reflétant l'alliance de Trump avec les sionistes-chrétiens américains de droite. Dans sa tentative de contrer l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative*), Trump voit Israël comme un point nodal majeur pour la construction du corridor économique Inde-Moyen Orient-Europe, qui reliera l'Inde aux États-Unis, en passant par les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite, Israël, la Grèce et l'Italie, et permettra ainsi de « *relier les partenaires américains, les routes, les voies ferrées et les câbles sous-marins* »²³. Le problème de Trump : la guerre de Gaza a bloqué les travaux.

21. *Le Traité de l'Atlantique Nord*, OTAN, 4 avril 1949, Article 5, lien : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_17120.htm (consulté le 30 avril 2025).

22. Ampudia Mariana Hernández, « Why Panamanians Love Their Canal: A Long Struggle for National Identity », *PassBlue*, 13 février 2025, lien : <https://www.passblue.com/2025/02/13/trumps-threat-to-retake-the-panama-canal-what-you-really-need-to-know/> (consulté le 30 avril 2025). D'un point de vue historique, le soutien américain à l'indépendance du Panama vis-à-vis de la Colombie et à l'annexion du canal n'est pas totalement différent du soutien russe à l'indépendance de la Crimée vis-à-vis de l'Ukraine. Ou encore des efforts américains pour soutenir l'indépendance du Groenland !

23. « Key takeaways from Donald Trump's meeting with India's Narendra Modi », *Al Jazeera*, 14 février 2025, lien : <https://www.aljazeera.com/news/2025/2/14/key-takeaways-from-donald-trumps-meeting-with-indias-narendra-modi> (consulté le 30 avril 2025).

Alors que d'autres alliés majeurs des États-Unis sont menacés de réductions de leur soutien en matière de défense et en matière de droits de douane élevés, Tel-Aviv a reçu carte blanche pour étendre violemment son mini-empire et s'engager dans l'élimination et le « démocide » des Palestiniens, quelles que puissent être les dangereuses conséquences pour la stabilité régionale.

L'administration Trump doit faire volte-face et inciter Israël à collaborer avec le monde arabo-islamique – incluant l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, Oman et la Turquie – pour établir un État palestinien démilitarisé, doté d'une nouvelle direction politique, et pour former une solution confédérale à deux États. Cela constituerait une alternative à la « *Riviera de Gaza* » de Trump, qui risque de déstabiliser l'ensemble du Moyen-Orient²⁴.

Trump, l'OTAN et l'Union européenne

Malgré les assurances contraires de l'administration Trump, plusieurs États européens, notamment ceux les plus proches de Moscou, craignent qu'un *condominium* américano-russe, ou une gestion mondiale conjointe, ne place les intérêts géostratégiques et politico-économiques des deux pays (USA et Russie) au premier plan, au détriment de leurs intérêts respectifs. Ces craintes semblent justifiées après que Trump a exigé que les alliés de l'OTAN consacrent jusqu'à 5 % de leur PIB à la défense, menaçant les États-Unis de ne pas défendre les alliés qui ne la renforceront pas significativement.

La menace russe perçue de s'emparer de plus de 20 % de l'Ukraine, et la crainte d'une extension du conflit à la région baltique ou ailleurs en Europe de l'Est, combinées à la menace américaine de ne pas fournir à l'Ukraine et aux Européens un soutien militaire suffisant, ont conduit ces derniers à trouver des solutions de réarmement, pour un coût potentiel de 840 milliards de dollars. La Commission européenne a ensuite proposé un nouvel emprunt conjoint de 150 milliards d'euros à l'UE pour soutenir les gouvernements européens et renforcer leurs capacités de défense²⁵.

24. *Op. Cit.*, note de bas de page 13 : Gardner Hall, "Trump's Middle East strategy : negotiations and tensions"... ; Pathak Ria, "Trump's 'Gaza Riviera' Video : 6 Strange and Outrageous Details You Have to See to Believe", *MSN*, Février 2025, lien : <https://www.msn.com/en-gb/news/world/trumps-gaza-riviera-video-6-strange-and-outrageous-details-you-have-to-see-to-believe/ar-AA1zU9Dj?ocid=BingNewsSerp> (consulté le 30 avril 2025).

25. Cook Ellie, "\$840 Billion Plan To 'Rearm Europe' Announced", *Newsweek*, 4 mars 2025, lien : <https://www.newsweek.com/eu-rearm-europe-plan-billions-2039139> (consulté le 30 avril 2025).

Dans un projet de nouvel ordre de défense européen, Friedrich Merz, le nouveau chancelier allemand, a exhorté la Grande-Bretagne et la France à étendre leur protection nucléaire à l'Allemagne. La France a donc proposé de lui vendre des avions de combat à capacité nucléaire. Dans un discours marquant prononcé le 5 mars 2025, le président français Macron a déclaré qu'il discuterait avec ses alliés européens de la possibilité d'utiliser la dissuasion nucléaire française pour protéger l'ensemble du continent européen²⁶.

Le rapprochement de Trump avec la Russie, conjugué aux sanctions américaines sévères contre l'Europe, a soulevé des questions quant à l'impact potentiel des politiques de Trump sur tous les alliés des États-Unis. Dans quelle mesure les Européens parviendront-ils à unifier leurs défenses, maintenant qu'ils se sentent abandonnés par les États-Unis ? Comment les autres alliés réagiront-ils ?

Alors qu'un renforcement de la défense européenne viserait à créer une Europe plus forte et plus intégrée, et à prévenir une plus grande désagrégation européenne après le *Brexit*, l'Europe devrait probablement aussi se tourner vers l'Ukraine, la Chine et l'Inde pour contrebalancer les États-Unis et la Russie, si Washington cessait de lui apporter un soutien militaire significatif.

Il existe donc un risque que l'Europe, ou du moins les principaux États européens, dont le Royaume-Uni, ne parviennent pas à unifier davantage leurs capacités de défense, risquant ainsi un nouvel éclatement après le *Brexit*²⁷. De ce point de vue, il est dans l'intérêt des Européens de soutenir l'initiative de paix de Trump.

America First, la Corée du Nord et la Corée du Sud

La Corée du Nord a renforcé ses capacités en matière d'armes nucléaires et de missiles hypersoniques depuis que Trump a échoué de manière désastreuse à

26. "Macron will discuss extending French nuclear protection to Europe with allies", *France 24* avec *Associated Press (AP)*, 6 mars 2025, lien : <https://www.france24.com/en/europe/20250306-macron-will-discuss-extending-french-nuclear-protection-to-europe-with-allies-ukraine-russia-usa> (consulté le 30 avril 2025).

27. Ce scénario se base sur la fin du XIX^e siècle, lorsque la France s'est tournée vers la Russie tsariste pour forger une alliance entre 1890 et 1894 afin de contrer l'Allemagne impériale – après que la Grande-Bretagne eut tenté, sans succès, de se rapprocher de Berlin. Comme avant la Première Guerre mondiale, le danger réside dans l'encerclement et l'isolement potentiels de la Russie, qui pourraient conduire à un regain de militarisme russe, par crainte d'une nouvelle désagrégation de la Fédération de Russie après l'effondrement de l'Union soviétique. D'autre part, l'Europe pourrait également se fragmenter davantage après le *Brexit*.

« conclure un accord » (*make a deal*) lors de son premier mandat²⁸. Malgré l'escalade de la Corée du Nord, lors de ses négociations avec la Corée du Sud, alliée des États-Unis, Trump a menacé d'imposer des droits de douane élevés et des paiements pour la protection par la défense américaine, tout en exigeant que la Corée du Sud achète des armes américaines.

D'un côté, Trump pourrait autoriser la Corée du Sud à développer ses propres armes nucléaires, ce qui permettrait théoriquement aux États-Unis de réduire leurs engagements en matière de défense, mais ces derniers perdraient alors leur pouvoir de supervision des défenses sud-coréennes. Une autre option serait que Séoul développe les capacités technologiques nécessaires à la fabrication de bombes nucléaires, sans toutefois les déployer, comme c'est déjà le cas pour le Japon. Ou encore, les États-Unis pourraient redéployer des armes nucléaires tactiques, moyennant paiement. Toutes ces options sont mauvaises.

La quatrième et meilleure option serait que la Corée du Sud rouvre ses relations diplomatiques avec la Corée du Nord et entame un processus de réduction des risques et de détente²⁹. La Corée du Sud et la Corée du Nord devraient chercher à rétablir l'accord militaire global de 2018, qui a été abandonné en 2023³⁰. La Corée du Nord pourrait accepter de geler ses armes nucléaires, avec la promesse de les éliminer ultérieurement si les accords sont respectés. Puisqu'il n'y a pas eu de traité de paix, seulement une trêve après la guerre de Corée de 1950-1953, il est temps d'en conclure un entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Cependant, une telle approche nécessite le soutien des États-Unis.

***America First* et le Proche-Orient**

Une troisième zone de conflit, généralement peu évoquée, est ce qu'on appelait autrefois le Proche-Orient (*Near East*). On ne peut exclure totalement que la Turquie se retrouve complètement aliénée par la guerre Ukraine-Russie, la guerre

28. Gardner Hall, "The Insecurity-Security Dialectic and the Indo-Pacific. Countdown to World War Trump III", *Meer (Economy & Politics)*, 18 novembre 2019, lien : <https://www.meer.com/en/58097-the-insecurity-security-dialectic-and-the-indo-pacific> (consulté le 30 avril 2025).

29. Lee Daeyeon, "Trump can't denuclearize North Korea. South Korea's next leader should pursue risk reduction instead", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 14 février 2025, lien : <https://thebulletin.org/2025/02/trump-cant-denuclearize-north-korea-south-koreas-next-leader-should-pursue-risk-reduction-instead/> (consulté le 30 avril 2025).

30. Kim Soyoun, "What Was in the Now-Scrapped Inter-Korea Military Agreement?", *The Diplomat*, 28 novembre 2023, lien : <https://thediplomat.com/2023/11/what-was-in-the-now-scrapped-inter-korea-military-agreement/> (consulté le 30 avril 2025).

Israël-*Hamas*-Iran et d'autres conflits régionaux, alors que la Turquie étend son hégémonie régionale.

Ankara, par exemple, avait soutenu l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, membre de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective), que Moscou a faiblement défendu, se concentrant sur sa prétendue « *opération militaire spéciale* » en Ukraine. Ankara a continué de menacer d'intervention militaire en Syrie contre l'État islamique et les Forces démocratiques syriennes (YPG) soutenues par les États-Unis, qu'Ankara considère comme une organisation « terroriste » liée au PKK kurde, même si elle combat l'État islamique. Parallèlement, Israël, invincible, cherche à créer une zone tampon défensive dans le sud de la Syrie et à détruire les défenses syriennes subsistant après la chute du régime d'Assad et l'arrivée au pouvoir du gouvernement islamiste de *Hay'at Tahrir al-Cham*.

Alors que la Turquie contrôle les Dardanelles et l'accès russe à la Méditerranée orientale, il est crucial de soutenir Ankara dans une orientation pro-américaine et pro-européenne – une politique qui pourrait s'avérer difficile à maintenir compte tenu de la ferme condamnation par le président Erdogan des politiques américaines et israéliennes envers les Palestiniens de Gaza. Œuvrer à la résolution des conflits gréco-européens-turcs concernant Chypre et la Libye, ainsi qu'avec la Turquie, entre autres États, pour résoudre le conflit israélo-palestinien et le conflit israélo-iranien, est essentiel au maintien de la paix régionale et mondiale. Et comme Ankara a accueilli les négociations russo-ukrainiennes qui ont échoué en mars 2022, elle devrait continuer à jouer un rôle dans la fin de la guerre³¹.

***America First* et l'Ukraine**

De Clinton à Biden, en soutenant l'élargissement de l'OTAN, d'abord secrètement à l'Ukraine fin 1994, puis plus ouvertement depuis 2008, les États-Unis, avec l'UE, ont emprunté une trajectoire qui risquait une guerre entre grandes puissances, non seulement avec la Russie, mais aussi avec la Chine, l'Iran et la Corée du Nord.

La première administration Trump avait poursuivi sur cette lancée. La seconde administration Trump affirme désormais pouvoir parvenir à une entente politique

31. Skidelsky Robert, "The Lost Peace? Russian-Ukrainian peace talks, February-March 2022", *The Nation*, 20 février 2024, lien : <https://www.thenation.com/article/world/ukraine-russia-war-peace-diplomacy/> (consulté le 30 avril 2025) ; "The story behind 2022's secret Ukraine-Russia peace negotiations", *NPR Illinois*, 6 mai 2024, lien : <https://www.nprillinois.org/2024-05-06/the-story-behind-2022s-secret-ukraine-russia-peace-negotiations> (consulté le 30 avril 2025).

générale avec Moscou susceptible de rapprocher la Russie des États-Unis, notamment en intégrant Moscou au G7³² et en l'éloignant de la Chine et des BRICS+.

Washington et Moscou ont tenu leur première rencontre bilatérale en Arabie saoudite à la mi-février 2025. Cette rencontre a suscité des craintes chez les Européens, les Ukrainiens, voire les Chinois, les Iraniens et les Nord-Coréens, quant à un *condominium* américano-russe dans lequel Washington et Moscou chercheraient à dominer les affaires mondiales. De fait, Trump cherche à recadrer ses relations avec Moscou avant d'associer ses alliés aux négociations de paix.

La plaisanterie disait : « Si vous n'êtes pas à table, vous participez au repas ». Comme l'a soutenu Zelensky, « *l'Ukraine, l'Europe au sens large – et cela inclut l'Union européenne, la Turquie et le Royaume-Uni – devraient être impliquées dans les discussions et l'élaboration des garanties de sécurité nécessaires avec l'Amérique concernant le sort de notre région du monde* »³³. Si Kiev n'obtient pas de garanties de sécurité américaines – car il paraît douteux que les Européens puissent fournir un soutien militaire suffisant dans un avenir proche – le gouvernement Zelensky craint que Kiev ne soit contrainte de « *capituler* » face à la Russie.

Pourtant, la question demeure : existe-t-il réellement une autre option que d'accepter la défaite après que Kiev a perdu environ 20 % du territoire ukrainien au profit de la Russie ? D'un côté, la poursuite de la guerre risque d'étendre celle-ci à de nouvelles régions, au risque de causer un conflit mondial. De l'autre, il existe un risque qu'aucune des deux parties ne soit satisfaite d'une trêve, et que le conflit se poursuive.

Pour mettre un terme définitif au conflit, et plus simplement, pour contribuer à financer le coût de la guerre pour les États-Unis, Trump a menacé de suspendre l'aide américaine à l'Ukraine si Kiev ne concluait pas d'accord sur les terres non irriguées et autres ressources, en plus d'un accord de paix avec Moscou, avec qui Trump espère également conclure un accord³⁴ (voir l'avant-dernière section, « *Perspectives de paix entre l'Ukraine et la Russie* »).

32. Samuels Brett, "Trump says he wants Russia back in the G7", *The Hill*, 13 février 2025, lien : <https://thehill.com/homenews/administration/5143894-trump-russia-g7-reinstatement/> (consulté le 30 avril 2025).

33. "Zelensky slams US-Russia talks, urges 'fair' negotiations", *France 24* (avec AFP), 28 février 2025, lien : <https://www.france24.com/en/live-news/20250218-zelensky-slams-us-russia-talks-urges-fair-negotiations> (consulté le 30 avril 2025).

34. Banco Erin, Hunder Max, Harmash Olena, "Trump says Ukraine willing to negotiate, Russia 'ready for peace'", *Reuters*, 5 mars 2025, lien : <https://www.reuters.com/world/europe/>

Pour faire pression sur l'Ukraine, Trump a initialement exigé le contrôle américain d'environ 50 % des gisements ukrainiens de terres rares, entre autres matières premières essentielles, en échange d'un soutien militaire, politique, économique et financier américain – même si la majorité des terres rares se trouvent dans les régions ukrainiennes occupées par la Russie. Kiev a pour sa part affirmé ne pas vouloir vendre ses terres riches en ressources à des investisseurs multinationaux, et a exigé des garanties de sécurité américaines à long terme en cas d'acceptation d'un cessez-le-feu.

D'un point de vue géoéconomique plus large, Trump espère obtenir un accès direct des États-Unis aux réserves de terres rares ukrainiennes, russes et autres, notamment en Australie, au Canada, au Groenland et dans l'Arctique. Ce faisant, il espère briser le monopole chinois en tant que fournisseur de terres rares et d'autres matières premières essentielles.

Le refus initial de Kiev de vendre les ressources ukrainiennes sans de solides garanties de sécurité américaines a donc suscité la colère de Trump, qui doit démontrer à ses partisans qu'il obtient ostensiblement un retour financier sur les dépenses des contribuables américains pour avoir soutenu l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie. Cela est vrai, même si jusqu'à 90 % de l'aide est consacrée au complexe militaro-industriel américain, aux entreprises et aux organisations à but non lucratif américaines. 60 % de l'aide globale est dépensée aux États-Unis, environ 25 % en Ukraine et les 15 % restants à dans le reste du monde³⁵.

D'après Trump, même si un tel financement international est réellement bénéfique pour les intérêts américains en matière de « *soft power* » à l'étranger, ces fonds peuvent être mieux dépensés au niveau national et en réduisant la dette croissante des États-Unis – conformément à son idéologie *America First*³⁶. Dans le même temps, il est douteux que de tels fonds reviennent un jour dans les poches des contribuables.

trump-halts-all-us-military-aid-ukraine-white-house-official-says-2025-03-04/ (consulté le 30 avril 2025) ; “Trump pauses all U.S. military aid to Ukraine after angry clash with Zelenskyy”, *CNBC* (avec *Reuters*), 3 mars 2025, lien : <https://www.cnbc.com/2025/03/03/us-pauses-military-aid-to-ukraine-says-white-house.html> (consulté le 30 avril 2025).

35. Cancian Mark, “Most ‘aid to Ukraine’ is spent in the US. A total shutdown would be irresponsible”, *Breaking Defense*, 3 octobre 2023, lien : <https://breakingdefense.com/2023/10/most-aid-to-ukraine-is-spent-in-the-us-a-total-shutdown-would-be-irresponsible/> (consulté le 30 avril 2025).

36. Une autre stratégie de pression maximale consiste à menacer Elon Musk de couper les liaisons satellite *Starlink*, utilisées pour les communications civiles et militaires ukrainiennes. Mais cela pourrait conduire à des contre-menaces de la part de l'Ukraine et de l'UE, qui pourraient les inciter à ne pas utiliser *Starlink* ou à développer d'autres options. Fenbert Abbey, “US threatens to

La politique de Trump est un jeu à double face. D'un côté, l'administration Trump tente de rassurer les alliés des États-Unis en leur assurant qu'ils ne seront pas exclus des discussions futures. De l'autre, Trump continue d'exiger des concessions économiques de la part des alliés des États-Unis et de l'Ukraine, soi-disant en échange de garanties de sécurité et d'un soutien en matière de défense.

La menace ukrainienne de développer des armes nucléaires

Un autre sujet de discordes majeur concerne les menaces de Kiev de développer des armes nucléaires. Lors des négociations, Kiev a menacé de développer des armes nucléaires si elle n'obtenait pas en retour de « véritables » garanties de sécurité des États-Unis ou de l'OTAN, sous prétexte que les Européens ne pourraient pas renforcer rapidement leur soutien en matière de défense.

Pourtant, contrairement à ses intentions, la menace de Zelensky de développer et de déployer des armes nucléaires, que cela soit faisable ou non, irrite à la fois Trump et Poutine – et les amène à collaborer, tout comme Clinton et Eltsine entre 1991 et 1994 – lorsque la Russie et les États-Unis se sont associés pour faire pression sur l'Ukraine afin qu'elle renonce à son importante capacité d'armes nucléaires, héritée de la guerre froide en 1991. À cette époque, Kiev possédait 1900 ogives nucléaires stratégiques soviétiques et entre 2650 et 4200 armes nucléaires tactiques soviétiques déployées sur son territoire³⁷.

Durant la période tendue de 1991 à 1994, marquée par le divorce peu civilisé entre l'Ukraine et la Russie, Clinton joua le rôle du « gentil policier » (*good cop*) et promit une aide et des mesures de réduction de la dette si Kiev restituait à Moscou les capacités nucléaires héritées de l'Union soviétique. De son côté, Eltsine joua le « méchant policier » (*bad cop*) en menaçant de frappes préventives conventionnelles. Kiev finit par céder et signa les accords de Budapest de 1994³⁸ qui lui a

shut off Starlink if Ukraine won't sign minerals deal, sources tell Reuters", *The Kyiv Independent*, 22 février 2025, lien : <https://kyivindependent.com/us-threatens-to-shut-off-starlink-if-ukraine-wont-sign-minerals-deal-sources-tell-reuters/#:~:text=The%20United%20States%20has%20threatened%20to%20cut%20off,21%2C%20citing%20three%20sources%20familiar%20with%20the%20negotiations.> (consulté le 30 avril 2025).

37. 176 ICBM soviétiques étaient stationnés en Ukraine (130 ICBM SS-19 et 46 ICBM SS-24) et 44 bombardiers stratégiques. "Nuclear Disarmament Ukraine" (fact sheet), Nuclear Disarmament Resource Collection, NTI, 29 octobre 2024, lien : <https://www.nti.org/analysis/articles/ukraine-nuclear-disarmament/> (consulté le 30 avril 2025).

38. *Memorandum on Security Assurances in connection with Ukraine's accession to the Treaty of the Non-Proliferation of Nuclear Weapons* (Ukraine, Russie, Royaume-Uni, États-Unis), Budapest,

donné de faibles garanties de sécurité de la part des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la Chine et de la Russie en échange de l'abandon de ses capacités nucléaires et de la signature du Traité de non-prolifération nucléaire³⁹.

Pourtant, au lieu de renforcer le Partenariat pour la paix (PPP) et d'opter pour la dénucléarisation de toute la région par la création d'une zone exempte d'armes nucléaires (dénucléarisée), comme le proposait alors l'Ukraine, l'administration Clinton s'est concentrée sur l'extension de l'OTAN à l'Europe centrale, puis orientale.

Presque immédiatement après la signature des accords de Budapest de 1994, le président Eltsine a été indigné d'apprendre en décembre 1994 que les États-Unis préoyaient d'élargir l'alliance nucléaire de l'OTAN – un processus qui a débuté en 1997, mais seulement après la réélection d'Eltsine et de Clinton en 1996 ! Ironiquement, Moscou pensait avoir éliminé la « menace » d'une Ukraine nucléaire en 1994, mais a craint après 1997 d'être confrontée à la « menace » d'une « OTAN nucléaire » une fois que l'Ukraine et d'autres États seraient finalement membres de l'OTAN.

Et aujourd'hui, dans le contexte actuel, Kiev brandit la menace du déploiement de l'arme nucléaire – une option coûteuse, mais réalisable⁴⁰.

Les négociations menées par Trump pour obtenir des concessions économiques de Kiev en échange d'éventuelles garanties de sécurité américaines semblent être à l'origine de la « dialectique insécurité-sécurité » pour l'Ukraine, alors que celle-ci continue de lutter contre la Russie. La question demeure : quelles garanties de sécurité seront fournies par les États-Unis, l'OTAN, les Européens ou l'ONU, ou une combinaison des deux, le cas échéant ? Ou est-ce que l'Ukraine risquera l'option nucléaire, si Kiev craint l'isolement ?

5 décembre 1994, 16 p. lien : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%203007/Part/volume-3007-I-52241.pdf> (consulté le 30 avril 2025).

39. *Traité de Non-Prolifération des Armes nucléaires*, Londres, Moscou, Washington, 1^{er} juillet 1968, 105 p., lien : https://www.cvce.eu/obj/traite_sur_la_non_proliferation_des_armes_nucleaires_1er_juillet_1968-fr-0c1e0636-a043-4982-a8b5-0484c27a1747.html (consulté le 20 juin 2024).

40. Bollfrass Alexander K., « Are nuclear weapons an option for Ukraine? », *IJSS*, 7 février 2025, lien : <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2025/02/are-nuclear-weapons-an-option-for-ukraine/> (consulté le 30 avril 2025).

America First et l'Union Européenne

La politique de Trump semble viser à affaiblir l'Allemagne et l'Union européenne. Cet objectif est atteint par des droits de douane élevés et des exigences de dépenses de défense accrues, jusqu'à 5 % du PIB pour les membres de l'OTAN, par exemple. Ces exigences sont combinées aux efforts du gouvernement américain – peut-être influencés par le Projet 2025 de la *Heritage Foundation*⁴¹, ainsi que des personnes influentes, comme Elon Musk⁴² – pour soutenir les causes anti-immigration populistes et d'extrême droite. Le vice-président J.D. Vance a rencontré la codirigeante du parti d'extrême-droite allemand *AfD*, Alice Weidel. Le président Trump a ensuite salué l'*AfD*, antifédéraliste, anti-euro, national-libertaire et souverainiste, qui rejette une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) formelle après les élections législatives allemandes de février 2025⁴³.

Ces pressions américaines, conjuguées à l'impact politico-économique de la guerre russo-ukrainienne, pourraient affaiblir le caractère essentiellement supranational et social-démocrate de la gouvernance de l'Union européenne et sa bureaucratie réglementaire qui limite la « liberté » des entreprises. Si l'UE ne parvient pas à renforcer sa coordination en matière de défense et de politique économique

41. Dans Paul, Groves Steven, *Mandate for Leadership 2025. The Conservative Promise* (Project 2025), Heritage Foundation, 2024, 922 p., lien : <https://www.mandateforleadership.org/> (consulté le 30 avril 2025).

42. Les objectifs d'Elon Musk semblent affaiblir la social-démocratie européenne au profit du libertarianisme nationaliste. Pieper Oliver, "German election: Why Elon Musk promotes the far-right AfD", *Deutsche Welle (DW)*, 30 décembre 2024, lien : <https://www.dw.com/en/german-election-why-elon-musk-is-promoting-the-far-right-afd/a-71186763> (consulté le 30 avril 2025) ; Balevic Katie, "How Elon Musk is helping Germany's far-right AfD party go mainstream", *Business Insider*, 26 janvier 2025, lien : <https://www.businessinsider.com/elon-musk-germany-afd-support-2025-1> (consulté le 30 avril 2025). Le vice-président américain Vance a rencontré le co-dirigeant de l'*AfD* en marge de la conférence de Munich sur la sécurité : Moulson Geir, Madhani Aamer, "Vice President JD Vance meets German far-right leader days before election in Germany", *MSN*, Février 2025, lien : <https://www.msn.com/en-us/news/world/vice-president-jd-vance-meets-german-far-right-leader-days-before-election-in-germany/ar-AA1z54ET?ocid=BingNewsSerp> (consulté le 30 avril 2025). Il est possible que le soutien des responsables du gouvernement américain et d'Elon Musk aux groupes d'extrême-droite en Europe se retourne contre eux. Quoi qu'il en soit, l'éclatement de l'Union européenne peut servir les intérêts de certaines multinationales américaines, mais il ne correspond pas aux intérêts géostratégiques des États-Unis. Les États-Unis ont toujours besoin d'un contrepoids puissant face à la Russie et à la montée en puissance de la Chine.

43. *Manifesto for Germany. The Political Programme of the Alternative for Germany*, *AfD*, approuvé au Congrès fédéral du parti, 30 avril-1^{er} mai 2016, 96 p., lien : https://www.afd.de/wp-content/uploads/2017/04/2017-04-12_afd-grundsatzprogramm-englisch_web.pdf (consulté le 30 avril 2025).

– même si elle ne parvient pas à mettre en place une politique étrangère et de défense européenne commune formelle, à laquelle de nombreux partis politiques de droite et de gauche s'opposent – ces pressions pourraient également conduire à un nouvel éclatement de l'UE après le *Brexit*. Une UE affaiblie permettrait alors aux États-Unis, à la Russie et à la Chine de faire valoir plus librement leurs intérêts politico-économiques et stratégiques en Europe.

Alors que l'administration Trump et les partis européens populistes et de droite ont mis l'accent sur les coûts sociaux et économiques d'une immigration incontrôlée dans leurs campagnes politiques, le véritable jeu géostratégique de Trump consiste à éliminer la bureaucratie et les réglementations gouvernementales qui freinent les grandes entreprises en matière de fiscalité, de droit du travail et de réglementations environnementales aux États-Unis, en Europe et ailleurs – au risque de déstabiliser l'Union européenne – si celle-ci ne parvient pas à se démocratiser et à se réformer rapidement.

America First et l'Arctique

Alors que la région arctique est devenue une nouvelle zone de conflit potentiel entre les États-Unis, la Russie et la Chine, en grande partie en raison de ses importants gisements de matières premières essentielles, ses réserves de pétrole et de gaz, et ses ressources en terres rares, Trump n'a pas seulement menacé le Danemark d'entreprendre une action militaire à son encontre, pour qu'il vende le Groenland, ou bien en poussant ce dernier à devenir indépendant⁴⁴. Trump a également fait pression sur le Canada pour qu'il devienne le 51^e État américain⁴⁵.

44. Le sénateur Ted Cruz a affirmé que si les États-Unis « *entraient en conflit militaire avec la Russie ou la Chine, des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) survoleraient l'Arctique et que le Groenland était idéalement placé pour défendre les États-Unis d'Amérique* ». Il a également affirmé que « *le Groenland regorge de terres rares et de minéraux critiques, essentiels à toute la technologie et à tout l'armement* » dont les États-Unis ont besoin. Lorsque des responsables danois se sont plaints que « *le Groenland n'est pas à vendre* », Cruz a répondu : « *Vous savez quoi ? Tout est à vendre.* » Il a également averti que « *le mouvement indépendantiste groenlandais prenait de l'ampleur. Et si le Groenland se déclarait indépendant de vous, le Danemark n'obtiendrait rien* ». Enfin, il a affirmé que l'obtention de la citoyenneté américaine pour les citoyens groenlandais serait « *une incitation extrêmement précieuse* ». Dobkin Rachel, "Ted Cruz Reveals Warning He Issued to NATO Ally", *Newsweek*, 16 février 2025, lien : <https://www.newsweek.com/ted-cruz-donald-trump-greenland-denmark-2031918> (consulté le 30 avril 2025).

45. McCormick Myles, Gridneff Ilya, "Is Donald Trump serious about annexing Canada?", *Financial Times*, 16 février 2025, lien : <https://www.ft.com/content/52404d80-4ae5-486a-b50c-ee2cb99f2978> (consulté le 30 avril 2025).

Ironiquement, tout comme les États-Unis ont soutenu l'indépendance du Panama vis-à-vis de la Colombie en 1903 pour prendre le contrôle du canal de Panama et ainsi s'emparer des voies de communication maritimes du Pacifique – vers ce que Trump appelle aujourd'hui le « Golfe d'Amérique » –, ils menacent de soutenir l'indépendance du Groenland. Le sénateur Ted Cruz a récemment averti le Danemark : si le Groenland devient indépendant, le Danemark n'obtiendra « rien ». Il vaut donc mieux le vendre maintenant, a conseillé Cruz !

Les exigences de Trump semblent viser à faire pression sur le Danemark, le Groenland et le Canada pour qu'ils puissent fournir une certaine forme de positionnement géostratégique et de défense des États-Unis, ainsi qu'un accès politico-économique aux ressources énergétiques, aux matières premières critiques et aux métaux terre-rares, malgré les risques et dangers écologiques liés à leur extraction⁴⁶. Outre sa volonté d'obtenir des terres rares pour concurrencer les vastes réserves chinoises, Trump souhaite protéger les États-Unis contre d'éventuelles attaques de missiles balistiques, hypersoniques, de croisière (ACM, *Advanced Cruise Missile*), ou de drones – étant donné le fait que la région arctique serait la plus courte trajectoire pour des attaques de missiles par les potentiels rivaux des États-Unis.

Poursuivant un projet inconsidéré pour le complexe militaro-industriel, Trump affirme vouloir déployer des radars et des systèmes de missiles « dôme de fer » (*Iron Dome*) et d'autres systèmes de défense dans les régions arctiques. Il espère également maintenir le contrôle américain sur les voies de communication maritimes arctiques, canadiennes et nord-atlantiques, puisque ces routes réduisent considérablement les temps de transport. Ironiquement, l'Arctique est devenue une zone de conflit potentielle en raison du réchauffement climatique.

***America First* et la défense nationale**

Trump a promis de « réduire notre budget militaire de moitié. Et nous pouvons le faire ». Pourtant, sa politique ne semble pas aller dans ce sens – du moins jusqu'à présent.

Les initiatives étasuniennes visant une « défense nationale antimissile » unilatérale et de paix par la force dans le cadre du plan « dôme de fer » semblent contredire les appels de ce dernier à la réduction des armes nucléaires et missiles avec la Russie

46. *Op. Cit.*, note de bas de page 27, Cancian Mark, "Most 'aid to Ukraine' is spent in the US. A total shutdown would be irresponsible."...

et la Chine, et pourraient entraîner une nouvelle course aux armements nucléaires et hypersoniques.

L'administration Trump prévoit de soustraire 50 milliards de dollars aux « *programmes non létaux de l'ère Biden et de plutôt dépenser cet argent aux priorités America First et de Paix par la force du Président Trump* », comme l'a déclaré le Secrétaire américain à la Défense Pete Hegseth. Ce dernier a affirmé vouloir refaire « *de notre armée la force la plus meurtrière et la plus redoutable (badass) de la planète pour assurer la sécurité de notre pays* ».

Alors que certains programmes du Pentagone seraient réduits et que le gaspillage public serait apparemment éliminé, les fonds destinés à la protection des frontières, à la lutte contre les organisations criminelles transnationales, à la modernisation nucléaire, aux programmes de sous-marins, à la défense antimissile, à la technologie des drones, à la cyber-sécurité, à la préparation et à la formation de base, ainsi qu'à l'infrastructure industrielle de défense, seraient maintenus. Il n'est cependant pas certain que le budget global de la défense américaine soit réduit ou simplement réorienté vers de nouveaux objectifs dits de « Paix par la Force ». S'il semble certain que l'administration Trump souhaite que les Européens défendent l'Europe, il n'est pas certain que les États-Unis défendront l'Indo-Pacifique. Une fois de plus, la défense américaine d'Israël semble être la seule exception.

Pour contrer les capacités nucléaires russes de moyenne portée déployées pendant la guerre en Ukraine, l'administration Biden et Berlin ont prévu de déployer en Allemagne, par rotation, des missiles conventionnels à lanceur terrestre de moyenne portée à partir de 2026⁴⁷. Ces armes pourraient inclure le missile de croisière *Tomahawk*, le missile *Standard-6* (SM-6) et des missiles hypersoniques, dotés d'une portée nettement supérieure à celle des missiles utilisés pour frapper la Russie depuis l'Ukraine. À l'avenir, ces armes devraient apparemment être remplacées par des Euromissiles.

De même, pour contrer les capacités nucléaires chinoises et nord-coréennes, l'administration Biden avait également prévu de déployer des missiles similaires sur des bases militaires américaines à Guam et aux Philippines. Joe Biden a également accepté de déployer des sous-marins nucléaires en Corée du Sud, comme indiqué précédemment. Le Pentagone considère que la Russie et la Chine coopèrent contre Taïwan, tandis que Moscou et Pékin voient Taïwan comme une

47. *Op. Cit.*, note de bas de page 8, Gardner Hall, "Towards a US-Russian-Chinese showdown. The unintended consequences of NATO enlargement"...

tentative de provoquer une crise « à l'ukrainienne » en Asie afin d'attirer le soutien des États-Unis, du Japon et de l'Europe.

Si Trump décide de donner suite à la décision de Biden de déployer des missiles de portée intermédiaire, le retour de telles armes en Europe, et maintenant dans la région Indo-Pacifique, menace à la fois d'une nouvelle crise des Euromissiles, comparable à celle de 1978-87, et une toute nouvelle crise des « missiles asiatiques » – avec la menace d'une guerre entre grandes puissances.

Perspectives de paix entre l'Ukraine et la Russie

En supposant qu'un cessez-le-feu puisse être mis en œuvre, l'instauration officielle de la neutralité non nucléaire de l'Ukraine, accompagnée du déploiement de forces de maintien de la paix européennes et internationales « neutres », de nationalités convenues par les deux parties, sous mandat général de l'ONU ou de l'OSCE, et la conclusion d'accords européens et mondiaux sur les armements, pourraient inciter la Russie à mettre fin à la guerre⁴⁸.

De son côté, Kiev obtiendrait de solides garanties de sécurité de la part des Européens, voire des Américains – si acceptées par le Président Trump – et d'autres États, en soutenant le déploiement de forces de maintien de la paix internationales « neutres » dans les principales régions conflictuelles. Un accord de paix devrait à terme permettre de futurs compromis territoriaux et pourrait impliquer une souveraineté partagée ou internationale sur les zones contestées.

Malgré la réticence initiale des dirigeants ukrainiens à rechercher un accord de paix avec Moscou, Zelensky a finalement semblé accepter un accord sur les terres rares – seulement après que Trump a suspendu l'aide militaire américaine à l'Ukraine et le partage des renseignements, début mars 2025, des décisions prises apparemment sans consulter ses alliés de l'OTAN. Zelensky a également appelé à une « trêve » avec la Russie, tout en soulignant la volonté de l'Ukraine d'œuvrer sous la « direction forte » (*strong leadership*) de Trump afin de garantir une paix durable.

Néanmoins, la question de savoir dans quelle mesure les États-Unis soutiendraient l'Ukraine et les Européens, ainsi que la nature des « garanties de sécurité » à fournir à l'Ukraine, restent en suspens et dépendent largement des négociations de Trump avec Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine – dans le processus de négociation d'un accord de paix.

48. *Op. Cit.*, note de bas de page 27, Cancian Mark, "Most 'aid to Ukraine' is spent in the US. A total shutdown would be irresponsible."...

Si un cessez-le-feu est finalement obtenu, des forces internationales et des forces européennes « neutres », une fois de plus acceptées par les deux parties, pourront être déployées en Ukraine, en parallèle d'une supervision internationale avec vérifications et de futures réductions des forces russes. Washington et Moscou pourront alors chercher à remodeler la coopération européenne et mondiale en matière de sécurité et commencer à mettre en place des mesures visant à développer la confiance et la sécurité dans toute l'Europe de l'Est, voire dans d'autres zones de conflit.

Des négociations multilatérales de résolution des conflits devraient avoir lieu concernant les différends entre la Russie et les États baltes, les régions russes de Kaliningrad et de Suwałki, la Transnistrie et la Moldavie, la Géorgie et l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, la Serbie et le Kosovo, par exemple. L'objectif serait de rétablir la confiance mutuelle entre les factions et les États opposés – notamment concernant les régions russophiles d'Estonie, par exemple, tout en maintenant l'adhésion de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie dans une OTAN de plus en plus européanisée. Travailler avec Pékin en tant que médiateur ou acteur dans les différends entre l'UE, Kaliningrad et le corridor de Suwałki est essentiel en raison de l'influence politique et économique de Pékin sur Moscou et de l'impact de l'initiative chinoise eurasiennne et polaire de nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*) sur la Russie et la région baltique.

Un consortium international soutenu par l'ONU ou l'OSCE pourrait être créé avec le soutien des États-Unis, des Européens, de la Chine, de l'Inde, ainsi que de la Russie et d'autres pays, afin d'exploiter les matières premières, les terres rares et les richesses énergétiques essentielles de l'Ukraine sur les territoires ukrainiens et ceux occupés par la Russie, ainsi que dans la région contestée de la mer Noire. Une partie des fonds collectés pourrait contribuer aux réparations de guerre, au maintien de la paix et à la reconstruction.

Alors que l'Europe peut et doit commencer à mieux coordonner ses dépenses de défense, Washington et Moscou devraient entamer des discussions sérieuses sur la manière dont les futurs accords d'armement stratégique pourraient inclure toutes les formes d'armement américain et russe, en vue d'une réduction ou d'une élimination majeure des armes conventionnelles lors de l'élaboration d'un nouveau traité FCE (traité sur les forces conventionnelles en Europe, 1990). Washington et Moscou devraient également discuter d'un « mécanisme de transparence »⁴⁹

49. Mars Amanda, Cuesta Javier G., "Pentagon says documents published by EL PAÍS show US is willing to negotiate with Russia", *EL PAÍS*, 2 février 2022, lien : <https://english.elpais.com/>

pour répondre aux préoccupations russes concernant le déploiement des défenses antimissiles des États-Unis et de l'OTAN et d'autres infrastructures militaires de l'OTAN.

La possibilité d'un contrôle conjoint américano-européen-russe des systèmes de défense antimissile, évoquée par l'ancien président Obama, devrait être reconsidérée ultérieurement dans le cadre de l'initiative « Dôme de Fer » du président Trump. L'un des objectifs devrait être la réduction des ICBM (*InterContinental Ballistique Missile*), ainsi que l'élimination des armes nucléaires à moyenne, intermédiaire et courte portées (comme l'avait préconisé Mikhaïl Gorbatchev) – ces dernières étant des armes de guerre – afin de renouveler le traité FNI de 1987 (traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire) –, suivie de mesures de vérification.

Si une paix durable peut être instaurée concernant l'Ukraine – accompagnée d'une nouvelle relation plus concertée entre l'OTAN, l'Europe et la Russie, impliquant également des réductions/éliminations d'armes entre les États-Unis, l'Europe, la Russie et la Chine –, la conclusion d'accords de paix durables dans d'autres conflits régionaux s'avèrera beaucoup plus aisée. De nouveaux accords de réduction/élimination des armes nucléaires et conventionnelles réduiraient également les coûts d'une nouvelle capacité de défense européenne plus unifiée.

Risques à venir

Le danger réside dans le fait que la poursuite des combats contre Moscou risque d'étendre la guerre à de nouvelles régions et de provoquer une confrontation directe entre l'OTAN et la Russie, ou une « *Troisième Guerre mondiale* » (*World War III*) selon les termes de Trump. L'OTAN et l'UE n'ont absolument rien fait pour inciter l'Ukraine et la Russie à coopérer, entre la signature des accords de Budapest de 1994, qui ont conduit l'Ukraine à renoncer aux armes nucléaires restées sur son territoire après l'effondrement de l'Union soviétique, et le déclenchement de la guerre en février 2022. Les États-Unis et l'OTAN n'ont pas non plus cherché à améliorer leurs relations avec Moscou une fois la décision prise d'élargir l'OTAN dans les années 1994-1997.⁵⁰

[usa/2022-02-02/pentagon-says-documents-published-by-el-pais-show-us-is-willing-to-negotiate-with-russia.html#?rel=mas_sumario](https://www.washingtonpost.com/usa/2022-02-02/pentagon-says-documents-published-by-el-pais-show-us-is-willing-to-negotiate-with-russia.html#?rel=mas_sumario) (consulté le 30 avril 2025).

50. Voir : Horton Scott, *Provoked Provoked: How Washington Started the New Cold War with Russia and the Catastrophe in Ukraine*, Austin, The Libertarian Institute, Novembre 2024, 690 p.

Il est désormais temps de parvenir à une entente générale avec Moscou concernant l'élargissement de l'OTAN et de l'UE. Les États-Unis et la Russie semblent s'être mis d'accord sur un plan de paix en trois étapes. Ce plan comprend : (1) un cessez-le-feu, (2) des élections en Ukraine, et (3) la signature d'un accord final. Cependant, le chemin à parcourir sera encore très rocailleux et plein de nids-de-poule... (semé d'embûches)⁵¹.

Un risque majeur réside dans le fait que les tactiques unilatéralistes et erratiques de Trump, prônant « l'Amérique d'abord » (*America First*) – impliquant des positions maximalistes pour imposer des concessions, telles que des droits de douane élevés imposés aux alliés comme aux rivaux des États-Unis ; des réductions inutiles des outils de *soft power* américains, pourtant utiles dans les pays ayant besoin d'aide au développement, sous prétexte de réduire le déficit budgétaire colossal des États-Unis et leur dette croissante ; le soutien public et privé des États-Unis à des partis politiques extrémistes, sans oublier les menaces du Congrès de couper les vivres à l'ONU – tendent non seulement à exacerber les conflits en cours, mais aussi à en susciter de nouveaux.

À tort ou à raison, plusieurs États européens, notamment ceux qui sont en première ligne de l'OTAN face à Moscou, craignent que les efforts de Trump pour empêcher une confrontation militaire directe entre l'OTAN et la Russie ne compromettent la crédibilité de l'engagement des États-Unis envers l'article 5 de l'OTAN, au profit de la Russie. Les critiques se demandent également si le rapprochement de Trump avec Moscou parviendra à éloigner la Russie de la Chine, de l'Iran et de la Corée du Nord, tout en réduisant les risques de propagation des conflits à de nouvelles/anciennes régions.

Si Trump ne parvient pas à établir une paix durable entre l'Ukraine et la Russie, débouchant sur une nouvelle réconciliation américaine-européenne-russe, les risques d'une nouvelle guerre mondiale augmenteront. Comme ce fut le cas avant la Première et la Seconde Guerre mondiales, *homines geopolitici et oeconomici* entrent assurément dans une période que l'administration Biden a maintes fois qualifiée de « point d'inflexion » de l'Histoire – une période qui pourrait soit faire basculer le monde vers une Paix globale, soit le conduire à un conflit majeur et dévastateur. ■

24 février 2025

51. Hahn Gordon M., "The first step towards peace in Ukraine", *Russian & Eurasian Politics*, 20 février 2025, lien : <https://gordonhahn.com/2025/02/20/the-first-step-towards-peace-in-ukraine/> (consulté le 30 avril 2025).

Bibliographie

- Ampudia Mariana Hernández, “Why Panamanians Love Their Canal: A Long Struggle for National Identity”, *PassBlue*, 13 février 2025, lien : <https://www.passblue.com/2025/02/13/trumps-threat-to-retake-the-panama-canal-what-you-really-need-to-know/> (consulté le 30 avril 2025).
- Banco Erin, Hunder Max, Harmash Olena, “Trump says Ukraine willing to negotiate, Russia ‘ready for peace’”, *Reuters*, 5 mars 2025, lien : <https://www.reuters.com/world/europe/trump-halts-all-us-military-aid-ukraine-white-house-official-says-2025-03-04/> (consulté le 30 avril 2025).
- Balevic Katie, “How Elon Musk is helping Germany’s far-right AfD party go mainstream”, *Business Insider*, 26 janvier 2025, lien : <https://www.businessinsider.com/elon-musk-germany-afd-support-2025-1> (consulté le 30 avril 2025).
- Bermudez Jr. Joseph S., Conley Heather A., Melino Matthew, “The Ice Curtain: Modernization of the Kola Peninsula”, *Center for Strategic & International Studies (CSIS)*, 23 mars 2020, 15 p., lien : <https://www.csis.org/analysis/ice-curtain-modernization-kola-peninsula> (consulté le 30 avril 2025).
- Bollfrass Alexander K., “Are nuclear weapons an option for Ukraine?”, *IISS*, 7 février 2025, lien : <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2025/02/are-nuclear-weapons-an-option-for-ukraine/> (consulté le 30 avril 2025).
- Brehon Nicolas-Jean, “European support to the defence industry. Mid-term review of the European Defence Fund”, *Schuman Paper*, N° 779, Fondation Robert Schuman, 11 février 2025, 10 p., lien : <https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/779-european-support-to-the-defence-industry-mid-term-review-of-the-european-defence-fund> (consulté le 30 avril 2025).
- Cancian Mark, “Most ‘aid to Ukraine’ is spent in the US. A total shutdown would be irresponsible”, *Breaking Defense*, 3 octobre 2023, lien : <https://breakingdefense.com/2023/10/most-aid-to-ukraine-is-spent-in-the-us-a-total-shutdown-would-be-irresponsible/> (consulté le 30 avril 2025).
- « “Colloque international pour la Paix” (6/11) Hall GARDNER » (vidéo de l’intervention du 24 février 2025), *Académie de Géopolitique de Paris* (sur YouTube), publiée le 28 février 2025, 24 min. 10, lien : <https://www.youtube.com/watch?v=zgURbmw9n1M> (consulté le 6 mars 2025).
- Cook Ellie, “\$840 Billion Plan To ‘Rearm Europe’ Announced”, *Newsweek*, 4 mars 2025, lien : <https://www.newsweek.com/eu-rearm-europe-plan-billions-2039139> (consulté le 30 avril 2025).
- Dans Paul, Groves Steven, *Mandate for Leadership 2025. The Conservative Promise* (Project 2025), Heritage Foundation, 2024, 922 p., lien : <https://www.mandateforleadership.org/> (consulté le 30 avril 2025).
- « Déclaration commune russo-chinoise sur un monde multipolaire et l’instauration d’un nouvel ordre international, adoptée à Moscou le 23 avril 1997 », dans *Lettre datée du 15 mai 1997, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Chine et de la*

- Fédération de Russie auprès de l'ONU*, Assemblée générale et Conseil de sécurité, Nations Unies, A/52/153 et S/1997/384, 15 mai 1997, p. 3 (6 p.), lien : <https://digitallibrary.un.org/record/234074?v=pdf> (consulté le 30 avril 2025).
- Dobkin Rachel, “Ted Cruz Reveals Warning He Issued to NATO Ally”, *Newsweek*, 16 février 2025, lien : <https://www.newsweek.com/ted-cruz-donald-trump-greenland-denmark-2031918> (consulté le 30 avril 2025).
 - “Economic Costs”, *Costs of War*, *Watson International & Public Affairs*, Septembre 2021, lien : <https://watson.brown.edu/costsofwar/costs/economic> (consulté le 30 avril 2025).
 - Fenbert Abbey, “US threatens to shut off Starlink if Ukraine won’t sign minerals deal, sources tell Reuters”, *The Kyiv Independent*, 22 février 2025, lien : <https://kyivindependent.com/us-threatens-to-shut-off-starlink-if-ukraine-wont-sign-minerals-deal-sources-tell-reuters/#:~:text=The%20United%20States%20has%20threatened%20to%20cut%20off,21%2C%20citing%20three%20sources%20familiar%20with%20the%20negotiations.> (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, *Dangerous Crossroads: Europe, Russia, and the Future of NATO*, Westport, Praeger, 1997, 296 p.
 - Gardner Hall, “History Suggests the US and Europe need a more Equal Partnership”, dans *European Affairs*, Vol. 3, N° 3, European Institute (USA), Été 2002, pp. 35-42, lien : https://www.hallgardner.com/_files/ugd/4642c7_3f2e9d3591644c7e8d648532fd940c00.pdf (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, “It’s time to rethink US-China relations. Towards a global peace initiative”, *Meer (Economy & Politics)*, 18 avril 2023, lien : <https://www.meer.com/en/73198-its-time-to-rethink-us-china-relations> (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, « L’OTAN et l’Union Européenne : les risques du “double élargissement” », dans *Géostratégiques*, N° 1, Paris, IIES, Janvier 2001, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/lotan-et-lunion-europeenne-les-risques-du-double-elandissement/> (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, “Peace through strength? Or World War Trump”, *The Hill*, 7 novembre 2024, lien : <https://thehill.com/opinion/campaign/4977047-trump-presidency-geopolitical-crisis/> (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, *Surviving the Millennium: American Global Strategy, the Collapse of the Soviet Empire, and the Question of Peace*, Westport, Praeger, 1994, 280 p.
 - Gardner Hall, “The Insecurity-Security Dialectic and the Indo-Pacific. Countdown to World War Trump III”, *Meer (Economy & Politics)*, 18 novembre 2019, lien : <https://www.meer.com/en/58097-the-insecurity-security-dialectic-and-the-indo-pacific> (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, “Towards a US-Russian-Chinese showdown. The unintended consequences of NATO enlargement”, *Meer (Economy & Politics)*, 6 décembre 2024, lien : <https://www.meer.com/en/85736-toward-a-us-russian-chinese-showdown> (consulté le 30 avril 2025).
 - Gardner Hall, “Trump’s Middle East strategy: negotiations and tensions. Trump’s stance on Iran, Israel, and regional dynamics amid rising threats of conflict”, *Meer (Economy & Politics)*, 18 février 2025, lien : <https://www.meer.com/en/88733-trumps-middle-east-strategy-negotiations-and-tensions> (consulté le 30 avril 2025).

- Gardner Hall, « Une géostratégie pour la Paix mondiale », dans *Géostratégiques*, N° 2, Paris, IIES, Février 2001, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/une-geostrategie-pour-la-paix-mondiale/> (consulté le 30 avril 2025).
- Gardner Hall, *World War Trump. The Risks of America's New Nationalism*, New York, Prometheus Books, 2018, 399 p.
- Hahn Gordon M., “The first step towards peace in Ukraine”, *Russian & Eurasian Politics*, 20 février 2025, lien : <https://gordonhahn.com/2025/02/20/the-first-step-towards-peace-in-ukraine/> (consulté le 30 avril 2025).
- Horton Scott, *Provoked Provoked: How Washington Started the New Cold War with Russia and the Catastrophe in Ukraine*, Austin, The Libertarian Institute, Novembre 2024, 690 p.
- *Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)*, Parlement européen (site internet), Vienne, 14 juillet 2015, 159 p., lien : <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/122460/full-text-of-the-iran-nuclear-deal.pdf> (consulté le 30 avril 2025).
- “Key takeaways from Donald Trump’s meeting with India’s Narendra Modi”, *Al Jazeera*, 14 février 2025, lien : <https://www.aljazeera.com/news/2025/2/14/key-takeaways-from-donald-trumps-meeting-with-indias-narendra-modi> (consulté le 30 avril 2025).
- Kim Soyoung, “What Was in the Now-Scrapped Inter-Korea Military Agreement?”, *The Diplomat*, 28 novembre 2023, lien : <https://thediplomat.com/2023/11/what-was-in-the-now-scrapped-inter-korea-military-agreement/> (consulté le 30 avril 2025).
- « La Russie et la Chine affichent leur opposition commune à l’expansion de l’OTAN », *Le Monde* (avec (AFP), 4 février 2022, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/04/la-russie-et-la-chine-affichent-leur-opposition-commune-a-l-expansion-de-l-otan_6112330_3210.html (consulté le 30 avril 2025).
- Lawder David, Psaledakis Daphne, “Trump threatens Russia, others with tariffs if Ukraine deal not reached”, *Reuters*, 22 janvier 2025, lien : <https://www.reuters.com/world/trump-threatens-russia-others-with-sanctions-if-ukraine-deal-not-reached-2025-01-22/> (consulté le 30 avril 2025).
- Lee Daeyeon, “Trump can’t denuclearize North Korea. South Korea’s next leader should pursue risk reduction instead”, *Bulletin of the Atomic Scientists*, 14 février 2025, lien : <https://thebulletin.org/2025/02/trump-cant-denuclearize-north-korea-south-koreas-next-leader-should-pursue-risk-reduction-instead/> (consulté le 30 avril 2025).
- Lefebvre Maxime, “Europe as a power, European sovereignty and strategic autonomy: a debate that is moving towards an assertive Europe”, *European issues*, N° 582, Fondation Robert Schuman, 2 Février 2021, 10 p., lien : <https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0582-europe-as-a-power-european-sovereignty-strategic-autonomy-a-debate-that-is-moving-towards-an> (consulté le 30 avril 2025).
- *Le Traité de l’Atlantique Nord*, OTAN, 4 avril 1949, Article 5, lien : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_17120.htm (consulté le 30 avril 2025).
- McCormick Myles, Gridneff Ilya, “Is Donald Trump serious about annexing Canada?”, *Financial Times*, 16 février 2025, lien : <https://www.ft.com/content/52404d80-4ae5-486a-b50c-ee2cb99f2978> (consulté le 30 avril 2025).
- “Macron will discuss extending French nuclear protection to Europe with allies”, *France 24 avec Associated Press (AP)*, 6 mars 2025, lien : <https://www.france24.com/en/>

- europe/20250306-macron-will-discuss-extending-french-nuclear-protection-to-europe-with-allies-ukraine-russia-usa (consulté le 30 avril 2025).
- *Manifesto for Germany. The Political Programme of the Alternative for Germany*, AfD, approuvé au Congrès fédéral du parti, 30 avril-1er mai 2016, 96 p., lien : https://www.afd.de/wp-content/uploads/2017/04/2017-04-12_afd-grundsatzprogramm-englisch_web.pdf (consulté le 30 avril 2025).
 - Mars Amanda, Cuesta Javier G., “Pentagon says documents published by EL PAÍS show US is willing to negotiate with Russia”, *EL PAÍS*, 2 février 2022, lien : https://english.elpais.com/usa/2022-02-02/pentagon-says-documents-published-by-el-pais-show-us-is-willing-to-negotiate-with-russia.html#?rel=mas_sumario (consulté le 30 avril 2025).
 - *Memorandum on Security Assurances in connection with Ukraine's accession to the Treaty of the Non-Proliferation of Nuclear Weapons* (Ukraine, Russie, Royaume-Uni, États-Unis), Budapest, 5 décembre 1994, 16 p. lien : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%203007/Part/volume-3007-I-52241.pdf> (consulté le 30 avril 2025).
 - Moulson Geir, Madhani Aamer, “Vice President JD Vance meets German far-right leader days before election in Germany”, *MSN*, Février 2025, lien : <https://www.msn.com/en-us/news/world/vice-president-jd-vance-meets-german-far-right-leader-days-before-election-in-germany/ar-AA1z54ET?ocid=BingNewsSerp> (consulté le 30 avril 2025).
 - “Nuclear Disarmament Ukraine” (fact sheet), Nuclear Disarmament Resource Collection, *NTI*, 29 octobre 2024, lien : <https://www.nti.org/analysis/articles/ukraine-nuclear-disarmament/> (consulté le 30 avril 2025).
 - Pathak Ria, “Trump’s ‘Gaza Riviera’ Video: 6 Strange and Outrageous Details You Have to See to Believe”, *MSN*, Février 2025, lien : <https://www.msn.com/en-gb/news/world/trumps-gaza-riviera-video-6-strange-and-outrageous-details-you-have-to-see-to-believe/ar-AA1zU9Dj?ocid=BingNewsSerp> (consulté le 30 avril 2025).
 - Pieper Oliver, “German election: Why Elon Musk promotes the far-right AfD3”, *Deutsche Welle (DW)*, 30 décembre 2024, lien : <https://www.dw.com/en/german-election-why-elon-musk-is-promoting-the-far-right-afd/a-71186763> (consulté le 30 avril 2025).
 - Powell Warwick, “Shortcutting our way to multipolarity : Trump, tariffs and BRICS”, *China-US Focus*, 13 février 2025, lien : <https://www.chinausfocus.com/finance-economy/shortcutting-our-way-to-multipolarity-trump-tariffs-and-brics> (consulté le 30 avril 2025).
 - Samuels Brett, “Trump says he wants Russia back in the G7”, *The Hill*, 13 février 2025, lien : <https://thehill.com/homenews/administration/5143894-trump-russia-g7-reinstatement/> (consulté le 30 avril 2025).
 - Skidelsky Robert, “The Lost Peace? Russian-Ukrainian peace talks, February-March 2022”, *The Nation*, 20 février 2024, lien : <https://www.thenation.com/article/world/ukraine-russia-war-peace-diplomacy/> (consulté le 30 avril 2025).
 - “The story behind 2022’s secret Ukraine-Russia peace negotiations”, *NPR Illinois*, 6 mai 2024, lien : <https://www.nprillinois.org/2024-05-06/the-story-behind-2022s-secret-ukraine-russia-peace-negotiations> (consulté le 30 avril 2025).
 - *Traité de Non-Prolifération des Armes nucléaires*, Londres, Moscou, Washington, 1^{er} juillet 1968, 105 p., lien : https://www.cvce.eu/obj/traite_sur_la_non_proliferation_

des_armes_nucleaires_1er_juillet_1968-fr-0c1e0636-a043-4982-a8b5-0484c27a1747.html (consulté le 20 juin 2024).

- *Treaty of Good-Neighborliness and Friendly Cooperation Between the People's Republic of China and the Russian Federation*, Moscou, 16 juillet 2001, lien : <https://web.archive.org/web/20110605071535/http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/2649/t15771.htm> (consulté le 30 avril 2025).
- “Trump pauses all U.S. military aid to Ukraine after angry clash with Zelensky”, *CNBC* (avec *Reuters*), 3 mars 2025, lien : <https://www.cnn.com/2025/03/03/us-pauses-military-aid-to-ukraine-says-white-house.html> (consulté le 30 avril 2025).
- Varoufakis Yanis, “UNHERD. Donald Trump’s economic masterplan. He is plotting an anti-Nixon shock”, *Yanis Varoufakis* (website), 21 février 2025, lien : <https://www.yanisvaroufakis.eu/2025/02/21/donald-trumps-economic-masterplan-unherd/> (consulté le 30 avril 2025).
- “Zelensky slams US-Russia talks, urges ‘fair’ negotiations”, *France 24* (avec *AFP*), 28 février 2025, lien : <https://www.france24.com/en/live-news/20250218-zelensky-slams-us-russia-talks-urges-fair-negotiations> (consulté le 30 avril 2025).